



**GROUPEMENT PROFESSIONNEL  
DES MINIERS DE CÔTE D'IVOIRE**

**GROW POLICY FORUM  
28-29 Septembre 2017**

**Maison de l'Entreprise, Abidjan, Côte d'Ivoire**

**« CROISSANCE EN AFRIQUE DE L'OUEST, RÔLE DE L'INDUSTRIE EXTRACTIVE DANS  
L'AUTONOMISATION DES FEMMES EN CÔTE D'IVOIRE ET AU GHANA »**

**Session 2: Stratégies de facilitation de l'accès des femmes au secteur  
extractif et valorisation de leur travail à travers la promotion du genre**

**PANEL 2: RSE et enjeux pour l'inclusion des femmes dans les Industries  
Extractives, Cas pratiques, 28 Septembre 2017**

**Christine LOGBO-KOSSI**  
**Directeur Exécutif**  
[info@chambremines.ci](mailto:info@chambremines.ci)

Septembre 2017

# Sommaire

## I. Contexte

- ✓ Cadre institutionnel et économique du secteur minier
- ✓ Cadre réglementaire de la RSE

## II. RSE & inclusion des femmes dans les IE

- ✓ Actions dans le cadre des Obligations légales et contractuelles
- ✓ Actions volontaristes

## III. Constats

## IV. Recommandations



## Contexte

# I. SPÉCIFICITÉS DU SECTEUR MINIER 1. Cadre institutionnel et économique du secteur minier

## Spécificités du secteur minier (0/6)

- ❑ Les mines exploitent des ressources non renouvelables (à l'échelle humaine). Ce qui implique que les mines ont une durée de vie naturellement limitée.
- ❑ L'exploitation minière a un impact important sur les communautés riveraines et sur l'environnement
- ❑ L'exploitation minière est largement tributaire des cours des métaux fixés de façon indépendante au niveau mondial, eux-mêmes fluctuants suivant l'offre et la demande
- ❑ L'exploitation minière nécessite des investissements colossaux
- ❑ L'activité minière comporte plusieurs phases qui impliquent une concertation à toutes les phases

## Contexte

### 1. Cadre institutionnel et économique du secteur minier

#### Profil des Acteurs (1/5)

- ❑ Secteur encore peu connu en CI
  
- ❑ Secteur tenu par les compagnies internationales :
  - i) 100% des compagnies en production, en exploration avancée et en services géologiques sont des filiales de compagnies internationales (Australie, UK, Canada, Russie...)
  - ii) 100 % de l'activité est tributaire des devises étrangères (levée de fonds pour investissements)
  - i) +65% des opérations commerciales se font avec des prestataires à l'étranger (chaîne d'approvisionnement spécialisée)
  
- ❑ A l'horizon 2020,
  - i) 5% du PIB avec l'ouverture de quatre nouvelles mines d'or
  - ii) Plus de 30 000 emplois directs avec la rationalisation de l'artisanat minier



## Contexte

### 1. Cadre institutionnel et économique du secteur minier

#### Cartographie des droits miniers en CI (2/5)

- 4 mines d'or (Ity, Bonikro/Hiré, Tongon, Agbaou)
- 4 mines de manganèse (Bondoukou, Kaniasso, Lozoua, Guiembré)
- 1 mine de nickel (Touba)
- 1 permis d'exploitation pour l'eau minérale
- 18 carrières de granite\*, dont 4 de type industriel
- +/- 40 carrières de sable de lagune
- 3 mines d'or en construction : Nouveau site Ity, Site d'Aféma (Taurus Gold) et Site de Sissingué (Persus Mining)
- 1 mine de bauxite en construction: Daoukro
- 3 projets de pré faisabilité de mine d'or (Gagnoa, Vavoua, Yaouré)
- 1 projet avancé de nickel, Samapleu
- 179 Permis de recherche en vigueur (dont 142 pour l'Or) attribués à 76 compagnies
- 53 autorisations semi industrielles
- 14 autorisations artisanales
- 33 agréments de comptoirs d'achat et vente
- +/- 100 demandes de permis de recherche en instruction

\* fonctionnelles



## Contexte

### 1. Cadre institutionnel et économique du secteur minier

#### Contribution à l'économie nationale (3/5)

##### Production consolidée:

- Or: **25 tonnes** en 2016, contre 14,28 tonnes en 2013
- Manganèse: **247 000 tonnes** en 2016 contre 110 000 tonnes en 2012

##### Contribution à l'économie nationale directe

- Chiffre d'affaires des exportations : +/- **490 000 000 000 FCFA**
- Quote part du secteur extractif: +/- **2%\***
  - dont **63%** en taxe ad valorem (3% de la valeur du chiffre d'affaires hors cout d'affinage et de transport pour l'or et 2,5% pour le manganèse)

➤ **Sociale directe\***: +/- **9000 emplois**

\* Données en cours de finalisation - Source interne



## Contexte

### 1. Cadre institutionnel et économique du secteur minier

#### Profil des Acteurs (4/5)

- Secteur sous la tutelle du **Ministère de l'Industrie et des Mines**, depuis août 2013. C'est le ministère chargé de définir la politique du Gouvernement en matière géologique et minière.

La **Direction Générale des Mines et de la Géologie** est le service technique chargé par le Ministère de la conception, de l'exécution et/ou du suivi de tous les travaux ayant trait au secteur minier, dans les domaines de la cartographie géologique, exploration minière, législation minière et contrôle des exploitations minières, étude des dossiers de demande de titres miniers.

La **Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI)** est la société d'Etat chargée de la recherche et de l'exploration minière, seule ou en partenariat, sur le territoire ivoirien.

- Existence d'une organisation patronale représentant les intérêts des Opérateurs, **le Groupement Professionnel des Miniers de Côte d'Ivoire (GPMCI)**. Il compte **cinquante-sept (57) membres** y compris les sous traitants miniers
- une **Fédération des Syndicats des Mines et Carrières (FISMECA)** chargée de défendre les intérêts des employés directs du secteur des mines et carrières
- Et un **Réseau des Femmes évoluant dans le Secteur Minier (FEMICI)**, qui promeut la prise en compte du Genre dans le secteur.



## Contexte

### 1. Cadre institutionnel et économique du secteur minier

#### Présentation du GPMCI (5/5)

- ❖ Organisation patronale, régie par la loi n°95-15 du janvier 1995, portant Code du travail
- ❖ Principal objectif: Contribuer à l'établissement d'une Industrie Minière performante et durable en CI
- ❖ 57 Membres dont
  - l'ensemble des sociétés en production
  - l'ensemble des sociétés en phase de construction, de préfaisabilité et de recherche avancée
  - Les principaux sous traitants et prestataires de services miniers (Bolloré Africa Logistics, Banlaw, Major Drilling, Foraco, SGS, SMT Volvo, Louis Dreyfus Commodities, NF Consult, Hyspec, MLC, ICM Holding, Maxam CI, EPC CI....)
  - Et 1 coopérative minière
- ❖ Mandat de 2 ans renouvelables. Mandat en cours (2016-2018): Randgold Cote d'Ivoire



### 2. Cadre réglementaire de la RSE

#### Rappel des concepts

- ▶ **La gouvernance:** Gouverner, diriger, gérer. **7** points importants pour une bonne gouvernance:
  - **L'imputabilité:** obligation de rendre compte
  - **La transparence:** Ex ITIE
  - **L'efficacité:** obligation de résultats;
  - **L'efficience:** optimiser l'utilisation des ressources;
  - **La réactivité:** la capacité d'une organisation à répondre rapidement aux sollicitations de son environnement par la mise en œuvre de synergies ou la flexibilité des ressources.;
  - **La prospective:** avoir une vision à long terme dans la gestion des ressources
  - **La primauté du droit:** le respect des lois et règlements, en toute égalité et transparence.
  
- ▶ **La RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises)** est un *concept dans lequel les entreprises intègrent les préoccupations sociales, environnementales, et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes sur une **base légale (réglementaire) ou volontaire***
  
- ▶ **Le Développement Durable** est le maintien d'un équilibre délicat entre les besoins des générations présentes pour améliorer leurs style et qualité de vie d'une part, et la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes desquels dépendent les générations futures.



## Contexte

### 2. Cadre réglementaire de la RSE

#### Rappel des référentiels d'évaluation (1/2)

- ▶ Les acteurs: Gouvernement, Communautés, Sociétés extractives, Société civile
- ▶ Cadre International
  - Le pacte mondial des Nations Unies – **UN Global Compact**
  - **Le guide de l'OCDE sur les Multinationales**
  - **Norme ISO 26000**
  - **ITIE**
  - L'Initiative Mondiale de Reporting - **Global Reporting Initiative**
  - Principes Volontaires sur S&DH - **Voluntary Principles on Security and Human Rights**
  - Cadre de DD de l'ICMM - **ICMM sustainable framework**
  - Les Normes de la SFI - **IFC standards on social and environmental sustainability**
  - La stratégie RSE du Canada pour le secteur extractif International – (CSR strategy for canadian International Extractive Sector) portant sur **le renforcement des capacités du pays hôte, Normes SFI, GRI, Centre d'Excellence RSE, le Bureau de la RSE du secteur extractif, transparence et accès à l'information, motivations fiscales, motivations légales, amélioration continue et implication des parties prenantes.**



## Contexte

### 2. Cadre réglementaire de la RSE

#### Rappel des référentiels de mesure (2/2)

- ▶ Cadre Africain
  - La vision Africaine pour l'Industrie Minière en Afrique: points 1, 2 et 6
- ▶ Cadre régional
  - La directive de la CEDEAO: article 11 (§2, §3), article 13, article 16
  - Règlements communautaires de l'UEMOA
- ▶ Cadre national
  - Loi n°2016-886 du 08 novembre 2016 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire (préambule)
  - Loi n°2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le Développement Durable de la République de Côte d'Ivoire (art 37)
  - Loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier de la Côte d'Ivoire (art 1, art 121)
  - Stratégies d'entreprises



## RSE & inclusion des femmes dans les IE

### Actions motivées par le cadre légal ou réglementaire (Cas pratiques)

- **Renforcement des capacités des employés, Cas de Newcrest**, qui a financé les études de 20 employés dont 4 femmes à travers un programme de formation de niveau ingénieur à l'ESMG. A l'issue de la formation, ces employés ont été promus à des postes d'encadrement (sous directeur pour le niveau féminin le plus élevé). Notons aussi le cas de Newcrest à Bonikro qui a relevé le niveau de qualification des employés à faible qualification (peu ou pas instruites et occupant des postes de ménagères) à une formation pour conduire les engins lourds.
- **Fourniture locale, Initiative GPMCI et Banque Mondiale, dans le cadre de l'étude exploratoire pour la fourniture locale en CIV, a permis de déceler/révéler les services spécialisés ou techniques fournis par des entreprises ivoiriennes.** Citons pêle mêle des compagnies comme MLC (transit logistique), Kuyo Pipeline sont des sociétés dirigées par des femmes, tout comme des entreprises de fournitures d'équipements de protection individuelle (EPI).
- **Développement communautaire dans le cadre des projets retenus par les Comités de Développement Locaux Miniers (CDLM), cas du Comité de la mine d'Agbaou qui a consacré 10% de ses budgets 2014-2016 (environ 1,600 milliards XOF) à l'appui au monitoring de projets générateurs de revenus pour les femmes (agriculture, coiffure, restaurant).**
- **Préférence nationale, cas de la mine de Bondoukou**, qui a confié exclusivement le tri du manganèse aux femmes de la région. Citons aussi **la mine de Shilo** qui a confié la gestion exclusive (entretien et restauration) de la base vie aux femmes de la sous préfecture de Guiembré.



### Actions volontaristes

#### Développement des programmes d'actions sociales sans lien direct avec la mine:

- ❑ **Cas de la mine de SEMAFO au Burkina Faso**, qui a encadré et organisé deux coopératives de femmes productrices de beurre de karité labélisées, ou encore la mine de Nantou Gold qui a financé la création d'un jardin polyvalent pour l'alphabétisation des femmes, sous l'égide de l'Ambassade de France
- ❑ **Cas de la mine de Newcrest**: Mise en place d'un fonds de solidarité pour accompagner les activités de commerce de femmes suite à la fermeture de sites illégaux d'extraction minière à Hiré. 97 femmes ont reçu un montant global de +ou- 27 millions XOF en 2016 sur les secteurs Agriculture, Commerce et Artisanat
- ❑ **Cas de la mine de Newcrest**: Accompagnement matériel et financier, sans contrepartie pour la mise en place d'un programme alimentaire à Bonikro (maraichère)
- ❑ **Cas de la mine de Randgold**: Accompagnement de programme de santé publique (réduction de mortalité infantile, maladie sexuellement transmissibles et contraception) correspondant à **12% du budget global des actions communautaires (environ 350 millions annuellement)**. Retenons aussi que la mine accompagne les activités féminines visant la sécurité alimentaire (aide à la réalisation de maraicher avec la fourniture de matériels/engrais, pesticides, semences)



### Constats

- **Contrôle direct , positif et inclusif de la part des Parties Prenantes:** Meilleure connaissance et prise en compte des intérêts des communautés dans les projets miniers:
  - ❑ Juguler la dite « malédiction des ressources minières » en général
  - ❑ Les investissements sociaux s'inscrivent dans les plans d'actions prioritaires des programmes nationaux dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'élevage, de l'environnement et des droits humains;
  - ❑ Générer des activités durables en amont et en aval des exploitations;
  - ❑ Contribuer à accélérer l'atteinte des ODD notamment en matière de réduction de la pauvreté et à la réduction des inégalités

#### **Cependant,**

- **Peu de programmes spécifiques aux Femmes:** Ces programmes portent sur les « secteurs dits féminins » comme la coiffure, le travail des champs ou la cuisine, et à un niveau primaire, conséquence des barrières socio culturelles encore en vigueur
- **Faible leadership des femmes dans les prises de décision:** elles restent très peu associées aux consultations ou décisions communautaires, malgré leur forte contribution à conserver l'équilibre familial
- **Peu de résultats tangibles à ce jour:** de facto, les programmes n'atteignent pas les résultats durables escomptés

### Recommandations

Il est impératif que les Femmes:

- ✓ Au niveau local/communautaire
  - ❑ « jouent leur partition », et intègrent les travaux des groupes communautaires;
  - ❑ participent et s'impliquent dans les programmes d'investissements sociaux;
  - ❑ aient une approche programme;
  - ❑ Et se dotent des capacités et des compétences afin d'absorber les crédits qui leurs sont alloués dans de bons programmes
- ✓ Au niveau national/politique
  - ❑ S'organisent et plaident pour affirmer leur leadership et leur réelle autonomisation
  - ❑ Et se dotent des capacités et des compétences afin de comprendre et intégrer les politiques nationales à leur attention

# Merci

